



# La défiance vis-à-vis de l'Europe: le poids du pessimisme social

Bruno Cautrès

► **To cite this version:**

Bruno Cautrès. La défiance vis-à-vis de l'Europe: le poids du pessimisme social. 2014. <hal-01064764>

**HAL Id: hal-01064764**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01064764>**

Submitted on 17 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Elections européennes

2014

## Les enjeux

# **La défiance vis-à-vis de l'Europe : le poids du pessimisme social**

N°3

Mai 2014

Bruno Cautrès  
Chargé de recherche CNRS

[www.cevipof.com](http://www.cevipof.com)



SciencesPo.

CEVIPOF  
CNRS

Centre de recherches politiques



N°3

Mai 2014

Bruno Cautrès  
Chargé de recherche CNRS

## La défiance vis-à-vis de l'Europe : le poids du pessimisme social

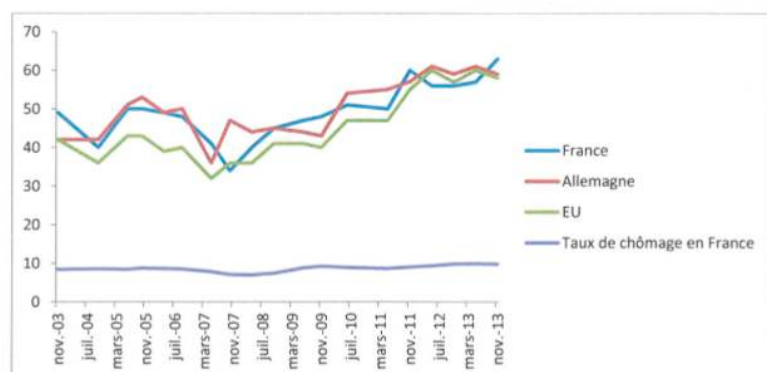
**Les études d'opinion habituellement disponibles pour expliquer le rapport des citoyens à l'intégration européenne ont proposé des facteurs explicatifs bien connus : les facteurs sociologiques, économiques ou politiques. Mais presque rien n'est dit des valeurs sociales qui sous-tendent de manière forte ce rapport : la tolérance culturelle, le pessimisme ou le manque de confiance dans les autres et en soi. L'Europe est un thème qui réveille ou qui éveille chez chacun les différentes facettes d'un syndrome de pessimisme ou d'optimisme social. À la veille des élections européennes, cette note apporte des éléments d'explication novateurs sur le désamour des Français vis-à-vis de l'Europe, dans un contexte de profonde dépression sociale de nombreux segments de l'électorat.**

La confiance politique est une donnée fondamentale du rapport des citoyens au système démocratique. Elle constitue l'une des expressions les plus diffuses mais les plus essentielles du rapport aux autorités politiques, aux objets politiques et à la communauté politique. C'est la raison pour laquelle il est intéressant, à la veille des élections européennes, de porter le regard du côté de la confiance qu'expriment les Français dans l'Union européenne<sup>1</sup>. On peut analyser les ressorts de cette confiance (ou plutôt de l'absence de confiance) et ses logiques grâce à la vague la plus récente du Baromètre de la confiance politique, réalisée par le CEVIPOF en décembre 2013 (vague 5). On montrera ici que des logiques d'attitudes politiques et sociales jouent puissamment leurs effets sur cette confiance, cette perspective d'analyse étant d'autant plus importante à prendre en compte dans le climat de défiance politique et de rapport critique des Français à la politique.

Le graphique 1 montre tout d'abord que le niveau de défiance vis-à-vis de l'Union européenne (UE) a nettement augmenté depuis l'automne 2007 en France aussi bien qu'en Allemagne ou que dans l'ensemble de l'Union européenne. Dans le cas de la France, le pourcentage de ceux qui déclarent ne pas faire confiance à l'UE est passé de 34 % (novembre 2007) à 63 % à la fin 2013, soit près de deux fois plus. S'il faut remarquer que le niveau de défiance observé à l'automne 2007 représentait un point bas (la défiance se situant entre 48 et 50 pendant la période 2004-2006, au cours de laquelle s'est tenu le référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen), le niveau atteint aujourd'hui - deux tiers des Français - est très élevé.

<sup>1</sup> Au plan européen, on peut se reporter à : ARMIGEON (Klaus) et CEKA (Besir). «The loss of trust in the European Union during the Great recession since 2008: the role of heuristics from the national system», *European Union Politics*, vol. 15, n°1, p. 82-107.

Graphique 1 : L'évolution de la défiance vis-à-vis de l'Union européenne en France, comparée à l'Allemagne et l'ensemble de l'UE (2003-2013)



Source : Enquêtes bi-annuelles de l'Eurobaromètre

Cette défiance connaît bien sûr des logiques sociologiques. Dans la mesure où de nombreuses études ont déjà amplement montré que les attitudes et les opinions vis-à-vis de l'Europe étaient très fortement marquées par des logiques sociologiques (par exemple le niveau de diplôme ou la catégorie sociale) et économiques (au niveau individuel ou au niveau du pays), nous allons ici tirer profit d'un ensemble d'indicateurs plus originaux et disponibles dans la vague 5 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF.

### Un syndrome de pessimisme social

Depuis les travaux pionniers du sociologue américain Ronald Inglehart<sup>2</sup>, on sait que le soutien à l'intégration européenne est lié à un ensemble de valeurs politiques et sociales dénommées « postmatérialistes », elles-mêmes liées au niveau d'éducation et à une tendance que l'on rencontre chez les plus éduqués à la tolérance culturelle et à la « mobilisation cognitive »<sup>3</sup>. Selon cette approche, les attitudes

défavorables au changement culturel ou à la diversité culturelle sont fortement corrélées aux attitudes négatives vis à vis de l'intégration européenne. Les attitudes vis-à-vis de la construction européenne sont, en d'autres termes, articulées à un ensemble plus vaste d'attitudes sociales et de prédispositions, favorables ou défavorables à des dimensions telles que l'ethnocentrisme, la xénophobie ou encore l'autoritarisme. Ces prédispositions sont elles-mêmes liées à des perceptions négatives ou positives du contexte et de l'environnement social et économique des individus. Ceux qui s'identifient fortement avec leur communauté nationale, qui perçoivent les autres cultures comme une menace, qui sont opposés à l'immigration ou qui font preuve de rejet ou d'intolérance vis-à-vis des autres religions que la leur s'opposent davantage à la construction européenne et sont dans le même temps plus pessimistes économiquement ou socialement.

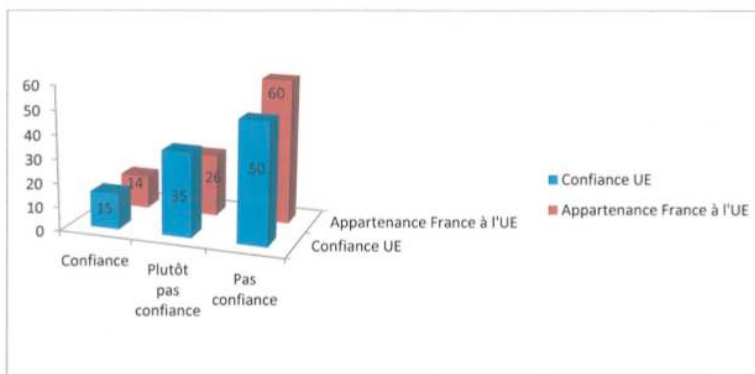
Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est une des rares enquêtes permettant d'analyser plusieurs des facettes de ce syndrome d'attitudes. Notons tout d'abord que l'absence de confiance vis-à-vis de l'Europe est fortement liée au pessimisme économique : 52 % de ceux qui déclarent que la situation économique de la France va s'améliorer déclarent avoir confiance dans l'UE (6 % déclarent ne « pas du tout » avoir confiance), 41 % parmi ceux qui déclarent que cette situation va rester la même (14 % de « pas du tout confiance »), 24 % parmi ceux qui pensent que la situation économique du pays va se dégrader (34 % de « pas du tout confiance »).

<sup>2</sup> Parmi les nombreux travaux de celui-ci, voir notamment : INGLEHART (Ronald), *Modernization and postmodernization: Cultural, economic, and political change in 43 societies*, Princeton, Princeton University Press, 1997.

<sup>3</sup> La capacité à mobiliser des connaissances qui facilitent le traitement de l'information concernant des « objets politiques » les plus abstraits et les plus éloignés, ce qui correspond bien à l'intégration européenne.

Ces écarts sont encore plus importants si l'on distingue les différents degrés du syndrome d'attitudes négatives vis-à-vis du changement social (valeurs autoritaires) ou de la tolérance culturelle. Nous avons réalisé une analyse factorielle qui condense les réponses de nos enquêtés sur plusieurs indicateurs (par exemple l'opinion sur le rétablissement de la peine de mort, sur le nombre d'immigrés en France ou sur la suppression de la loi autorisant le mariage homosexuel). À partir de cette analyse, on peut classer les réponses en quatre catégories, des plus tolérants aux plus intolérants. Si l'on considère les opinions sur l'Europe du dernier groupe, ceux qui sont les plus intolérants, on voit qu'ils expriment un niveau très élevé de défiance vis-à-vis de l'Union européenne et une forte insatisfaction sur l'appartenance de la France à l'UE : 14 % déclarent que cette appartenance est une bonne chose, 26 % qu'elle n'est ni une bonne ni une mauvaise chose et 60 % qu'elle est une mauvaise chose.

Graphique 2 : Les opinions sur l'Union européenne (confiance et opinion sur l'appartenance de la France à l'UE) parmi le groupe des « intolérants » autoritaires (en %)

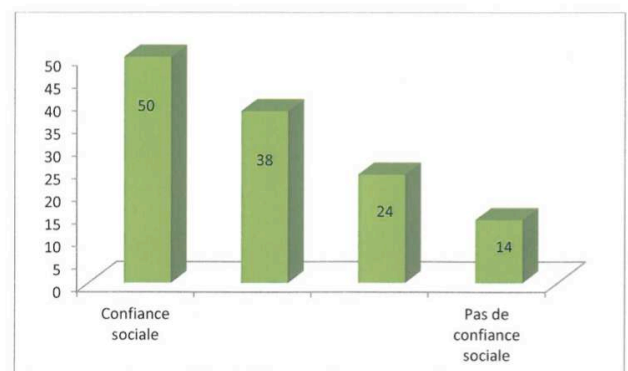


Source : CEVIPOF - Baromètre de la confiance politique, vague 5, décembre 2013

## La défiance sociale et le pessimisme sur soi-même

On peut aller plus loin dans l'analyse en tenant compte de facteurs explicatifs vont de la confiance dans les autres (confiance sociale) au sentiment de maîtriser le cours de sa vie. Ainsi, les plus intolérants sont également ceux qui ont les niveaux de confiance sociale ou politique les plus faibles, comme si la défiance politique allait de pair avec le doute sur la réciprocité et la confiance que l'on peut mettre dans les autres. Nous avons réalisé à nouveau une analyse combinant plusieurs indicateurs de la confiance sociale : l'expression de la confiance dans ses proches, dans les gens que l'on connaît ou ceux que l'on rencontre pour la première fois, dans ceux qui ont une opinion religieuse différente ou qui ont une autre nationalité et enfin des indicateurs classiques de mesure du « social trust »<sup>4</sup>. Le graphique 3 illustre l'ampleur des écarts observés si l'on code en quatre catégories la confiance sociale : 50 % de ceux qui sont au niveau le plus élevé de la confiance sociale expriment leur confiance dans l'UE, ce qui n'est le cas que de 14 % de ceux qui ont le niveau le plus faible.

Graphique 3 : La confiance dans l'Union européenne selon la confiance sociale (en %)

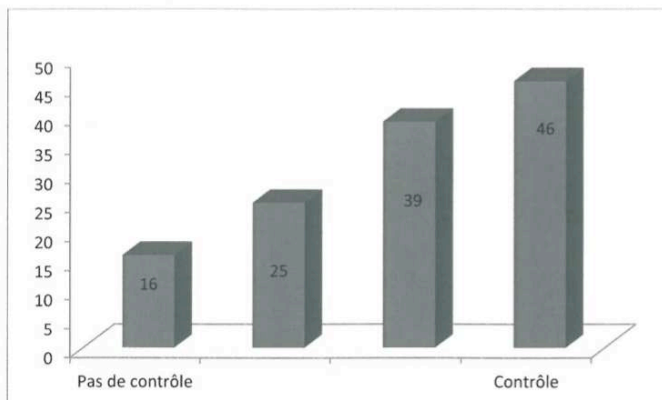


Source : CEVIPOF - Baromètre de la confiance politique, vague 5, décembre 2013

<sup>4</sup> L'opinion selon laquelle on peut faire confiance à la plupart des gens et l'opinion selon laquelle la plupart des gens cherchent à tirer profit des autres.

Mais qu'en est-il de la confiance en soi ? Notre enquête permet de mesurer ce que les psychologues dénomment le « locus de contrôle » : le degré avec lequel les individus croient qu'ils contrôlent le cours de leur vie (locus interne) ou au contraire que c'est l'environnement et le destin qui ont pris le contrôle de leur vie (locus externe). En combinant plusieurs indicateurs grâce à une analyse factorielle (par exemple, le sentiment « d'être un raté », avoir une image positive de soi, avoir le sentiment de liberté et de contrôle total de son avenir ou que l'on peut changer la société par des choix et des actions) et en distinguant quatre catégories de « locus de contrôle », on constate à nouveau des écarts très importants dans la confiance exprimée vis-à-vis de l'Union européenne.

Graphique 4 : La confiance dans l'Union européenne selon le « locus de contrôle » (en %)



Source : CEVIPOF - Baromètre de la confiance politique, vague 5, décembre 2013

Les résultats de notre étude montrent que les perceptions de l'Europe, saisies par la confiance dans l'Union européenne, activent chez les Français tout un ensemble de représentations sociales qui forment un véritable syndrome d'attitudes. Le versant négatif de ce syndrome

combine le pessimisme économique, des attitudes sociales marquées par l'autoritarisme et le refus de la tolérance culturelle mais aussi le manque de confiance dans les autres et en soi-même. L'intégration européenne, dans les schémas de représentations populaires qu'en ont les Français, est insérée dans un ensemble plus vaste de perceptions<sup>5</sup>. Ainsi, parmi ceux qui sont aux niveaux les plus bas de nos échelles de confiance sociale, de confiance institutionnelle (la confiance dans les institutions) ou encore de « locus de contrôle », l'adhésion à l'opinion que la France doit se protéger davantage du monde plutôt que de s'ouvrir au monde est forte (66 % de ceux qui ne font pas confiance aux autres partagent cette opinion tandis que ce pourcentage est de 25 % parmi ceux qui font le plus confiance aux autres). Ces résultats ne doivent pas être interprétés comme indiquant que la critique ou la contestation de l'action de l'Union européenne renvoie ceux qui la portent exclusivement vers un conservatisme social teinté de pessimisme. Cette critique est d'ailleurs portée par des électeurs de gauche comme par ceux de droite alors que le niveau de tolérance culturelle parmi ces groupes (notamment à gauche) est élevé. Les critiques et contestations de l'Europe trouvent d'ailleurs des expressions différentes à gauche et à droite. En revanche, les électeurs qui ont un rapport très défiant à la politique et aux autres et qui adhèrent faiblement aux valeurs de la tolérance culturelle ont un rapport bien plus radicalement critique à l'Europe. C'est alors davantage le principe même de l'intégration européenne et du monde de l'économie globale libérale qu'ils rejettent. Nos données attestent d'ailleurs que les perceptions de l'intégration européenne et la globalisation constituent une barrière relativement étanche entre les électeurs de la droite et ceux du FN.

<sup>5</sup> Ces différentes facettes et les modèles explicatifs qui correspondent sont développés dans : CAUTRÈS (Bruno), *Les Européens aiment-ils toujours l'Europe ?*, Paris, La Documentation française, à paraître en septembre 2014.

Les Français se livrent, dans la douleur de la crise économique actuelle, à un véritable travail de décryptage et de décodage de ce monde ouvert et intégré qu'est l'Union européenne. Certains se vivent et sont objectivement les « perdants »<sup>6</sup> de ce nouveau monde qui s'est ouvert avec le Traité de Maastricht. Les craintes de perdre son emploi, son niveau de protection sociale pour certains, son identité nationale pour d'autres, constituent de puissants vecteurs de représentations sociales et s'expriment dans les syndromes que nous avons étudiés<sup>7</sup>. D'autres sont devenus plus « indifférents » à l'Europe que radicalement critiques<sup>8</sup>. Il reste aux hommes politiques à savoir accompagner ces évolutions historiques et à jouer leur rôle de médiateurs entre l'univers complexe du monde ouvert d'aujourd'hui et les citoyens.

#### Pour aller plus loin :

> BELOT (Céline) et CAUTRÈS (Bruno), « Opinion publique et intégration européenne », BELOT (Céline), MAGNETTE (Paul) et SAURUGGER (Sabine), dir., *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2007.

> EICHENBERG (Richard C.) et DALTON (Russell J.), «Post-Maastricht Blues: The Transformation of Citizen Support for European Integration, 1973–2004», *Acta Politica*, vol.42, 2007, p.128–152

> FLIGSTEIN (Neil), *Euroclash. The EU, European Identity, and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

> SANDERS (David), MAGALHAES (Pedro) et TOKA (Gabor), *Citizens and the European Polity. Mass Attitudes Towards the European and National Politics*, Oxford University Press, 2012.

<sup>6</sup> Sur cette question, voir : KRIESI (Hanspeter), LACHAT (Romain), BORNSCHIER (Simon) et GRANDE (Edgar), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

<sup>7</sup> Voir l'étude que nous avons conduite récemment avec Céline Belot et Sylvie Strudel : BELOT (Céline), CAUTRÈS (Bruno), STRUDEL (Sylvie), « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 6, pp.1081-1111. Voir également sur la question de l'élargissement à la Turquie : CAUTRÈS (Bruno) et MONCEAU (Nicolas), *La Turquie en Europe : Les opinions des Européens et des Turcs*, Presses de Sciences Po, 2011.

<sup>8</sup> Voir sur cette question de l'indifférence à l'Europe : DUCHESNE (Sophie), FRAZER (Elizabeth), HAEGEL (Florence) et VAN INGELGOM (Virginie), *Citizens' Reactions to European Integration Compared: Overlooking Europe*, Palgrave, 2013. Voir également VAN INGELGOM (Virginie), *Integrating Indifference: A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European Integration*, ECPR Press, 2014.